

Table ronde 2

Le niveau d'endettement public du Québec

Allocution de Paul Crête

Forum de l'Institut de recherche sur le Québec intitulé « Perspectives économiques et financières du Québec »

14 juin 2008

Introduction

En 1995, les finances publiques, et en particulier les finances fédérales, étaient en état de crise. La spirale des déficits et de la dette avait sonné l'alarme et les gouvernements sont entrés en mode de contraintes budgétaires. Treize ans plus tard, il est temps d'examiner l'état des finances publiques pour dégager les perspectives financières qui s'offrent au Québec.

Trop souvent, quand on parle des finances de la nation québécoise, on oublie de prendre en compte les finances fédérales, dont une partie est aussi québécoise. C'est fondamental si on veut dégager les perspectives financières globales du Québec.

Évidemment, tant que le Québec demeure au sein du cadre fédéral, nous n'avons pas la pleine maîtrise de cette partie de nos finances publiques. Nous sommes en quelque sorte dépendants des décisions des autres.

Mais on a le choix. Nous pouvons aussi sortir du cadre canadien et choisir la souveraineté, ce qui nous permettra de disposer de l'ensemble de nos finances publiques et de faire les choix les plus appropriés pour la nation québécoise.

Ce que je veux faire avec cette présentation, c'est de voir quelles sont les perspectives du Québec en 2008 par rapport à ce qu'elles étaient en 1995.

Dans ma présentation, je vais aborder trois questions :

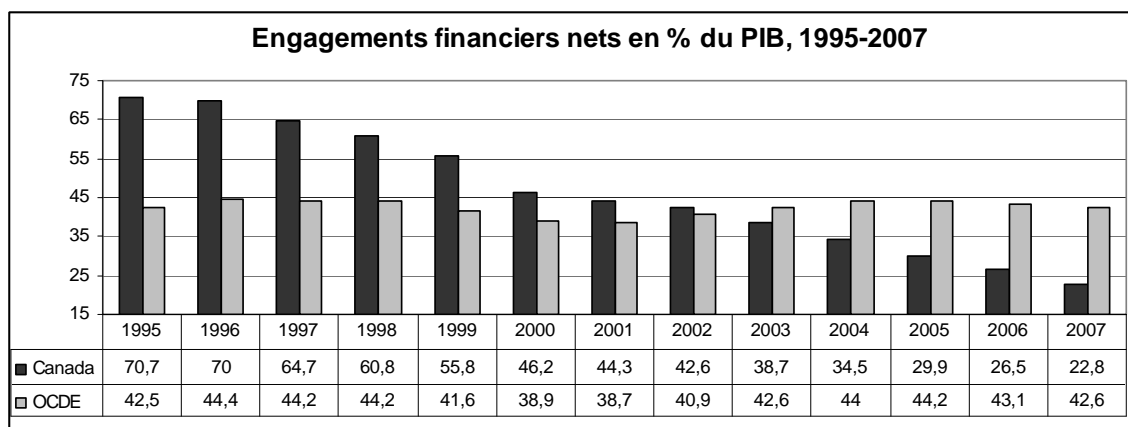
1. L'évolution de la dette au Canada depuis les dernières années;
2. Les choix qu'a faits le gouvernement fédéral avec sa nouvelle marge de manœuvre budgétaire;
3. Les perspectives qui s'offrent au Québec.

1. L'évolution de la dette canadienne

Depuis la crise des finances publiques des années 90, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et tous n'ont pas réalisé que la situation a changé radicalement.

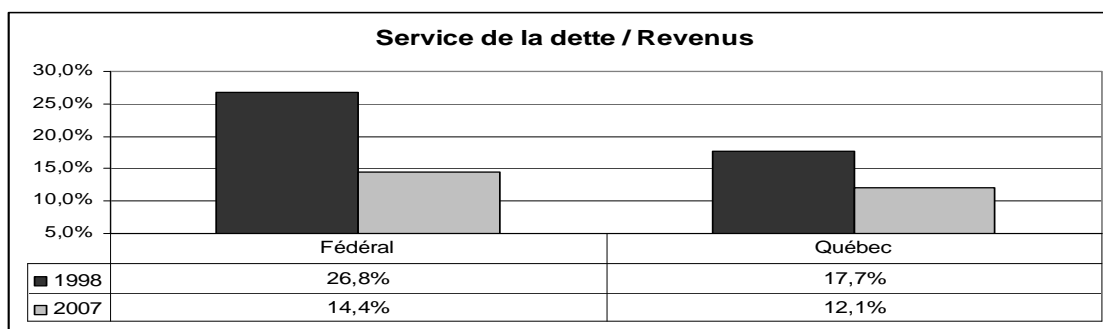
En 13 ans, le Canada – je parle de toutes les administrations publiques confondues – est passé d'une situation alarmante à une situation très favorable.

Selon l'OCDE, la dette financière nette du Canada (toutes les administrations publiques) est passée de 70,7 % du PIB en 1995 à 22,8 % du PIB en 2007¹ :



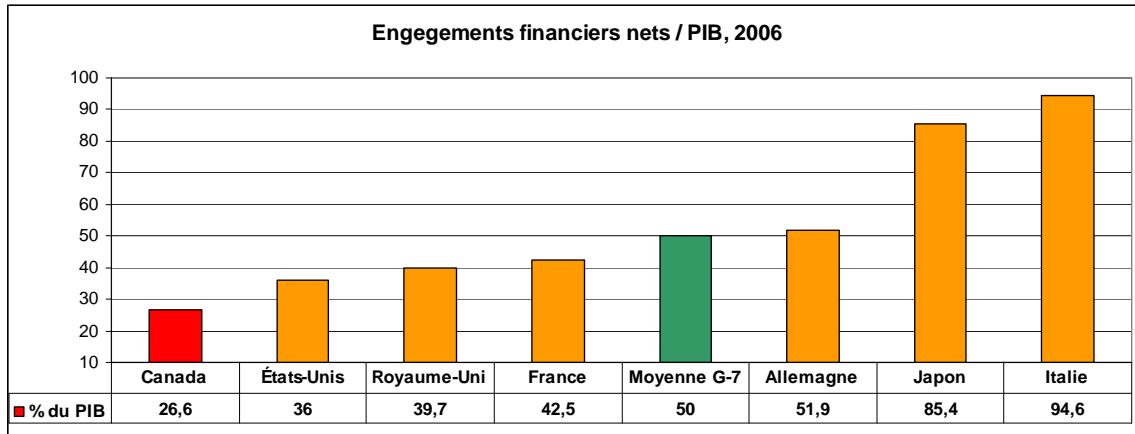
En 1998, le gouvernement fédéral consacrait encore au service de la dette 27 ¢ pour chaque dollar de revenu. En 2007, c'était 14 ¢, presque la moitié moins.

Pour ce qui est du gouvernement du Québec, en 1998, il consacrait au service de la dette 18 ¢ pour chaque dollar de revenu et en 2007, il n'y consacrait plus que 12 ¢, une baisse importante :



De 1995 à 2006, le niveau d'endettement du Canada, ce que l'OCDE appelle les engagements financiers nets, a fondu de 58 %. Aucun autre pays du G-7 n'a autant diminué sa dette nette, ce qui fait qu'aujourd'hui, le Canada est le pays le moins endetté du G-7 :

¹ Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, N° 82.



Ce qu'on doit retenir, c'est que pour l'ensemble des administrations publiques au Canada, la dette ne représente plus un problème urgent.

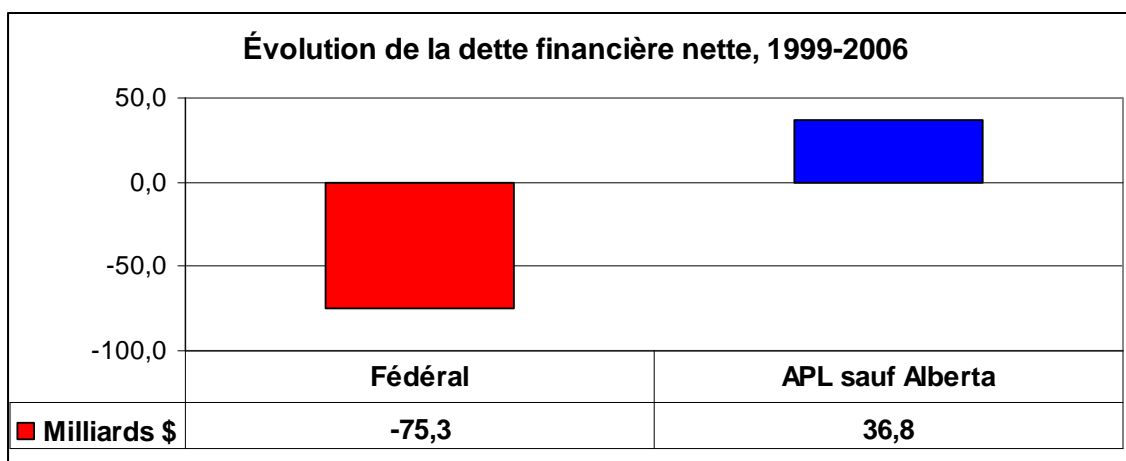
En fait, le Canada devrait être le dernier pays du G-7 à se préoccuper de sa dette. Pourtant, il demeure le seul à effectuer des remboursements accélérés.

2. Les choix du gouvernement fédéral

Les compressions budgétaires d'Ottawa

Pour arriver à changer aussi radicalement son niveau d'endettement, le Canada a renoncé à effectuer des investissements fondamentaux. C'est le gouvernement fédéral qui a donné l'impulsion en coupant radicalement les transferts pour la santé, l'éducation et les programmes sociaux dans les années 90.

La première conséquence, c'est que si le gouvernement fédéral a réduit sa dette, le Québec et nombre de provinces ont augmenté la leur. De 1999 à 2006, la dette fédérale a baissé de 75 milliards de dollars. Durant la même période, si on soustrait l'Alberta, qui vit une situation exceptionnelle, les provinces et les administrations locales ont augmenté leur dette nette de 36,8 milliards de dollars :



La deuxième conséquence de ces décisions d'Ottawa, comme on l'a vu dans la présentation de M. Godbout tout à l'heure, c'est le sous-investissement majeur dans la santé, l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux.

Cela inclut aussi des coupes importantes dans le programme d'assurance-emploi, qui ont eu des conséquences aussi bien sur les chômeurs, sur les régions les plus durement touchées et sur le Québec et les provinces, plusieurs chômeurs ayant été obligés de se rabattre sur l'aide sociale.

La troisième conséquence, c'est qu'en mettant beaucoup de pression financière sur les provinces et les municipalités, les coupes fédérales ont causé un déficit d'investissement dans les infrastructures.

C'est ainsi qu'on se retrouve aujourd'hui dans l'un des seuls pays de l'OCDE qui ne fait pas de déficit, un pays qui a le plus bas niveau d'endettement du G-7.

On pourrait donc s'attendre à ce que le gouvernement fédéral change de politique et qu'il investisse massivement dans les programmes sociaux et l'éducation postsecondaire, qu'il rembourse la caisse d'assurance-emploi ou encore les personnes

âgées à qui il doit 3 milliards de dollars. On pourrait s'attendre à ce qu'il vienne au secours de l'industrie forestière et manufacturière.

Le tout-à-la-dette et les dépenses bureaucratiques

Pourtant non. Le gouvernement conservateur perpétue la politique du gouvernement libéral et a choisi de miser sur l'idéologie du tout-à-la-dette tout en dépensant sans compter dans sa propre bureaucratie.

De 1998 à 2007, les augmentations de dépenses d'Ottawa ont atteint 401 milliards de dollars. C'est absolument gigantesque :

Milliards de \$	Dépenses réelles	Augmentations	Surplus
1997-1998	114,8		
1998-1999	116,4	1,6	5,8
1999-2000	118,8	4,0	14,3
2000-2001	130,6	15,8	19,9
2001-2002	136,2	21,4	8
2002-2003	146,7	31,9	6,6
2003-2004	153,7	38,9	9,1
2004-2005	176,3	61,5	1,5
2005-2006	175,2	60,4	13,2
2006-2007	188,3	73,5	13,8
Total		309,0	92,2

Source : rapport Léonard 2007-2008

Et pour l'année qui vient de se terminer, le gouvernement fédéral aura engrangé 10 milliards de surplus budgétaires, ce qui fait qu'en dix ans, il aura engrangé des surplus totaux de 102 milliards de dollars.

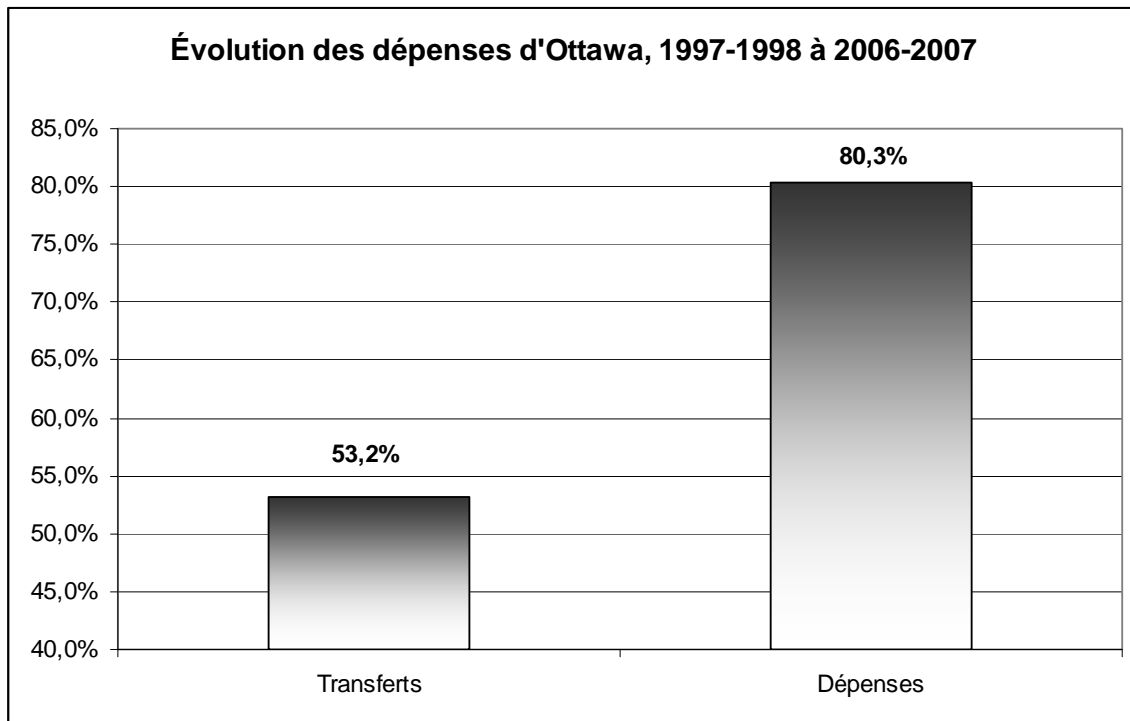
On peut très bien imaginer ce que nous aurions pu faire avec ces 102 milliards de dollars pour remédier aux sous-investissements dont je parlais un peu plus tôt. Pour le Québec, cela représente une somme d'environ 20 milliards de dollars.

Malheureusement, le gouvernement fédéral a choisi d'ignorer les chômeurs, les industries en crise, les régions, le secteur de l'éducation postsecondaire ou la recherche.

Tous ces surplus budgétaires, l'ensemble de ces 102 milliards de dollars a été consacré au remboursement de la dette fédérale. Alors que le Canada est déjà le pays le moins endetté du G-7, qu'il est en situation d'équilibre budgétaire, alors que la majorité des autres pays font des déficits, le gouvernement fédéral choisit quand même d'utiliser 10 milliards de surplus de son dernier budget pour rembourser sa dette. C'est l'idéologie absurde du tout-à-la dette.

Une idéologie qui est d'autant plus absurde qu'elle ne procède pas d'un contrôle rigoureux des dépenses bureaucratiques du gouvernement fédéral.

Les dépenses des ministères fédéraux ont augmenté de 80 % au cours des 9 dernières années. Pendant ce temps, les transferts d'Ottawa aux individus, aux entreprises et aux autres gouvernements n'ont augmenté que de 53,2 % :



En tout, les dépenses de fonctionnement du gouvernement fédéral sont passées de 29,6 milliards de dollars en 1997-1998 à 51,5 milliards de dollars en 2006-2007. Il s'agit d'une augmentation de 22 milliards de dollars, soit de 74 % :

Dépenses de fonctionnement	Millions de \$
1997-1998	29560
2002-2003	41108
2006-2007	51517
Différence en 9 ans	21957
En %	74,3%

Des économies de 16 milliards de dollars en trois ans

Le gouvernement fédéral aurait pu faire autrement. Avec Jacques Léonard et le Comité de révision des programmes fédéraux du Bloc Québécois, nous avons proposé un plan d'économies pour réduire les dépenses bureaucratiques extravagantes du gouvernement fédéral.

Ce plan nous permettrait d'économiser plus de 16 milliards de dollars en trois ans et ensuite une somme de 8,1 milliards de dollars par année. Pour le Québec, qui contribue à hauteur de 21 % des recettes fédérales, ça signifie des économies potentielles de 1,7 milliard de dollars par année.

En millions de \$	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total 3 ans
Services professionnels et spéciaux	990	1980	3000	5970
Réduction de la masse salariale	941	1881	2850	5672
Autres dépenses de fonctionnement	743	1485	2250	4478
TOTAL	2673	5346	8100	16119

Pour résumer, on peut dire qu'avec sa nouvelle marge de manœuvre financière, le gouvernement fédéral a fait les choix suivants :

1. Il a décidé de continuer à consacrer ses énormes surplus au remboursement de la dette, alors que le Canada est le pays le moins endetté du G7.
2. Il a renoncé à contrôler ses dépenses bureaucratiques, y consacrant une part très élevée de sa marge de manœuvre.
3. Il a refusé de rétablir sa contribution aux investissements sociaux et dans les infrastructures tout en augmentant ses intrusions et ses chevauchements dans les compétences du Québec.

Les choix du Québec

À mon avis, le Québec aurait fait des choix différents :

- Si Ottawa avait consacré ses 102 milliards de surplus à des investissements, le Canada serait quand même le pays le moins endetté du G7. Le Québec aurait sans doute choisi d'investir une partie de ses surplus, soit 20 milliards, dans ses infrastructures, pour l'éducation et pour les programmes sociaux;
- Le Québec n'aurait jamais laissé aller ses dépenses bureaucratiques comme l'a fait Ottawa de façon aussi excessive. Il aurait ainsi pu faire des économies de 1,7 milliard de dollars par année;
- S'il avait le choix, le Québec éliminerait tous les chevauchements entre Ottawa et Québec. Il en résulterait des économies additionnelles de 2,7 milliards de dollars², ce qui lui offrirait une marge de manœuvre budgétaire de 4,4 milliards de dollars par année.

² Étude Legault

Les perspectives budgétaires qui s'offrent au Québec

Les perspectives budgétaires du Québec ont donc radicalement changé par rapport à la situation qui prévalait en 1995. Durant l'année du référendum, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral étaient en situation de déficit et le service de la dette grugeait une part très importante du budget des deux gouvernements. Depuis, les choses ont beaucoup changé.

D'abord, en 1995 et au cours des années suivantes, le gouvernement fédéral a effectué des coupes sombres dans les transferts au Québec et a multiplié les intrusions, amorçant ainsi ce qui allait devenir le déséquilibre fiscal. Cela a fait en sorte qu'Ottawa s'est beaucoup renforcé par rapport à l'État québécois. Et ça a des conséquences politiques importantes, car quand le seul État que contrôle la nation québécoise s'affaiblit, la nation s'affaiblit.

Si l'État québécois s'est affaibli par rapport à Ottawa, on ne peut pas en dire autant de la situation budgétaire globale du Québec. Collectivement, nous sommes beaucoup moins endettés qu'en 1995 et nous consacrons une part beaucoup plus réduite de nos finances publiques au service de la dette, ce qui offre une marge budgétaire beaucoup plus importante à la nation québécoise.

Les perspectives d'avenir sont claires pour le Québec :

- Dans le cadre canadien, avec le déséquilibre fiscal, le seul État contrôlé par la nation québécoise risque de s'affaiblir considérablement, tandis qu'une part importante de notre marge de manœuvre budgétaire est consacrée au remboursement accéléré de la dette d'Ottawa et de ses dépenses bureaucratiques. Dans ce scénario, les perspectives de la nation québécoise s'assombrissent;
- Dans un Québec souverain, nous disposerons d'une situation budgétaire et financière très solide, avec des économies potentielles réalisables en éliminant les chevauchements et en réduisant les dépenses bureaucratiques excessives. Dans ce scénario où nous maîtrisons 100 % de nos impôts, les perspectives de la nation québécoise sont positives.

En 2008, dans le cadre fédéral, l'avenir du Québec est plus à risque qu'il ne l'était en 1995. De l'autre côté, un Québec souverain aujourd'hui serait beaucoup plus solide financièrement qu'en 1995.

Vous comprendrez alors que, pour moi, 13 ans après le référendum de 1995, la souveraineté est encore plus désirable et essentielle aujourd'hui.